

要請書

MINISTÈRE DU PLAN  
ET DE LA COOPERATION  
INTERNATIONALE



REPUBLIQUE DE GUINÉE  
TRAVAIL · JUSTICE · SOLIDARITE

Conakry, le 1<sup>er</sup> FEV. 1989 19.....

N° 203649 /MPCI/CAB/DNIP/DS/89

*Le Ministre*

A MONSIEUR LE MINISTRE  
DES FINANCES DU JAPON

S/C DE MONSIEUR L' AMBASSADEUR  
DU JAPON EN GUINÉE

OBJET, Requête de financement  
du second Projet Eau.

Monsieur le Ministre,

La présente lettre constitue une requête officielle auprès de votre Gouvernement pour le financement du second projet Eau ayant pour objectifs principaux la réorganisation du secteur de l'alimentation en eau en zone urbaine et le renforcement de l'alimentation en eau de la ville de Conakry ; ces deux opérations sont jugées d'importance capitale pour permettre un développement rapide et harmonieux de ce secteur social.

Le Gouvernement de la 2ème République de Guinée a entrepris fin 1985, la réforme en profondeur d'une économie détruite par Vingt cinq (25) années de gestion désastreuse. Avec l'aide de la Communauté Internationale des bailleurs de fonds, dont la Banque Mondiale et le Japon, un premier programme d'ajustement structurel a permis de supporter une réforme monétaire et du système bancaire, une libéralisation des prix et du marché des produits de 1ère nécessité, une simplification radicale des procédures d'importation et d'exportation et des tarifs douaniers, une réforme de l'environnement juridique et institutionnel, ainsi qu'une réorganisation de l'administration et du secteur para-public qui s'est soldé par la liquidation de certaines entreprises et la privatisation totale ou partielle d'autres. L'adoption de ces mesures d'ajustement s'est traduite par une croissance de 6 % en terme réel en 1987, soit un accroissement du revenu par habitant de 3 %.

Le second programme d'ajustement structurel auquel participe également le Japon poursuit des objectifs similaires de consolidation des bases de l'économie, mais met aussi un accent particulier sur l'impact social des mesures entreprises sur la participation des démunis au processus de croissance et sur la mise en oeuvre de stratégies de développement de services et d'infrastructures de base, dans les secteurs sociaux dont celui de l'alimentation en eau et de l'assainissement.

Dans ce contexte, le Gouvernement guinéen a mis sur pied avec l'assistance de la Banque Mondiale, un programme de réforme et de développement du secteur de l'alimentation en Eau potable en zone urbaine qui vise à la satisfaction des besoins de l'ensemble des centres urbains et à une autonomie financière totale du secteur vers la fin du siècle. Les institutions du secteur sont en voie de réorganisation avec la décision de création d'une société nationale des eaux de Guinée (SONEG) financièrement autonome, chargée de la mise en place de la politique sectorielle de développement définie par le Gouvernement, de l'exécution de nouveaux projets et de la gestion financière du secteur et notamment du service de la dette. Cette nouvelle Société sous-traitera l'exploitation des installations de production et de distribution, la facturation et le recouvrement de ces factures à une Société d'Economie Mixte d'Exploitation des Eaux de Guinée (S.E.E.G) que l'Etat est sur le point de créer avec les sociétés privées professionnelles sélectionnées à la suite d'un appel d'offres international. Cette société se rémunérera uniquement en conservant une partie de ses encaissements et aura donc une véritable incitation à la mise en place du programme d'amélioration de la gestion, de réduction des quantités d'eau non facturées et d'accroissement des taux de recouvrement. Cette réforme qui devrait garantir une amélioration très sensible des performances du secteur a été voulue par le Gouvernement avant le lancement d'importants programmes d'investissement, dans le but d'éviter les expériences malheureuses comme celles qui se sont soldées par l'annulation du prêt de l'O.E.C.F. à la suite de la mise en veilleuse d'une entreprise de pêche actuellement en réforme.

Le programme d'investissement du secteur de l'eau potable maintient un équilibre entre les investissements dans la capitale (Conakry) où la demande en eau est relativement importante et dans les centres secondaires où une alimentation en eau potable fait cruellement défaut actuellement, mais où les déficits prévisionnels d'exploitation devront être comblés par les excédents provenant des opérations de la capitale. Le projet moteur du secteur est ainsi donc celui du renforcement de l'alimentation en eau de Conakry, pour lequel le Gouvernement sollicite l'assistance de la Banque Mondiale, de la Caisse Centrale de Coopération Economique, la Banque Africaine de Développement, de la Banque Européenne d'Investissement et du Japon.

Le coût total de ce projet est estimé à 97 millions de dollars US y compris les provisions pour inflation et les imprévus.

Ce montant se répartit entre deux principales composantes :

- a)- Soutien à la réorganisation des institutions du secteur :  
31 Millions US \$ dont 28 Millions pris en charge par l'I.D.A. ;
- b)- Le renforcement de l'alimentation en eau de Conakry :  
66 Millions US \$ dont 12 Millions à la charge de l'I.D.A. et  
7 Millions couverts par les ressources locales.

Les besoins de cofinancement sont donc estimés à 47 Millions US \$. A ce jour les engagements préliminaires ci-dessous sont pris par certains organismes à cet effet :

- C.C.C.E. .... entre 15 et 20 Millions US \$
- B.A.D. .... 7 Millions US \$
- B.E.I. .... entre 10 et 15 Millions US \$

Le déficit de financement pourrait osciller entre 5 et 15 Millions US \$ . Compte tenu de l'importance du coût total d'investissement requis et le niveau de revenu actuel des citoyens, il convient de noter que les conditions moyennes de financement prises en compte dans les projections financières sont basées sur un taux d'intérêt moyen de 3 %, et une période de remboursement de 20 ans dont 5 années de grace en moyenne.

Le secteur recherche donc des financements à des conditions très concessionnelles pour assurer son démarrage. Un contrat entre la SONEG et l'Etat précisera les conditions de transfert progressif du service de la dette et des dépenses en devises aux consommateurs.

Les projections actuelles prévoient que le secteur devrait pouvoir couvrir la totalité du service de la dette d'ici six (6) années et ne plus avoir recours à un support à ses besoins en devises d'ici-dix (10) années.

Le projet de renforcement de l'alimentation en eau de Conakry comprend en particulier le doublement de la conduite existante. Ceci nécessite la fourniture et la pose de 90 Km de canalisation, (Diamètre entre 0,1 à 0,4 m); la fourniture et la pose de 200 Km de canalisation en PVC, la construction d'une station de traitement de 40 Millions m<sup>3</sup>/j, de 2 réservoirs de 2.500 m<sup>3</sup>/j chacun, et la réalisation de 15 Mille branchements domestiques.

Les différents lots des travaux ayant été découpés afin qu'ils puissent être financés par des agences n'ayant pas toujours les mêmes règlements d'attributions de marchés, et compte tenu surtout du fait que les institutions sus-citées (CCCE, BAD, BEI) n'ont pas encore indiqué quelle serait l'affectation définitive de leur financement, mon Gouvernement a déjà contacté le votre par lettre n° 1297/MPCI/DGCI/DRB/88 du 31 Mars 1988 pour la prise en charge sous forme de subvention non remboursable du financement des canalisation en PVC et en fonte ductible pour une enveloppe variant entre 4 à 13 Millions US \$.

Dans la mesure où le Gouvernement japonais ne pourrait pas allouer l'intégralité du montant (variante 13 millions de US \$), je vous saurais gré de bien vouloir autoriser l'O.E.C.F. de prendre en charge sous forme de prêt, et selon les conditions ci-dessus indiquées, le complément requis.

Vos efforts conjugués (Ministère des Finances et OECF) pourront permettre le bouclage du plan de financement du projet.


Dans l'espoir d'une suite favorable et diligente, veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

P.J.: - Rapport d'évaluation ;

- Liste de matériels.

cc : - M.E.F

- S.E.E

  
EDOUARD BENJAMIN

## 大臣閣下

当書簡をもって、第二次水計画融資に関する貴政府への公式要請書と致します。計画の主たる目的は、都市部給水部門の再編成、コナクリ市給水増強の二点からなりますが、いずれも当社会部門の迅速かつ調和のとれた開発を招来する上で最重要課題をなすものであります。

第二次ギニア共和国政府は、1985年末、抜本的な改革に着手し、25年間の杜撰な財政運営によって破綻を来した経済の立て直しに取り組みました。資金供与者（うち世界銀行、日本）国際団体の援助のもと実施した第一次構造調整計画を通じて、金融、銀行組織の改正、物価及び生活必需品市場の自由化、輸出入手続き・関税のおもいきった簡略化、法的制度的環境の改革、行政の、更には準公共部門の再編成、これによる若干の企業の整理、他の企業の全面的いし一部民営化といった一連の改革を乗り切つて来ました。これら調整施策の結果は1987年には、実質6%の経済成長、個人所得で3%の伸びとなって現れました。

さて、当面の第二次構造調整計画につきましては、同じく日本の参画も得、経済基盤の確立といった同様の目的を担うものですが、とりわけ社会的効果の波及に力点がおかれ、弱者も成長過程に与かることができ、また浄化、給水を含む社会部門での基盤設備、サービス機関の開発戦略を実施せんとするものです。

その一環として、ギニア政府は、世界銀行の協力のもと、都市中心部（複数）全体の水需要充足、今世紀末までの当部門の独立採算性確立を狙いとする都市部飲料水供給部門改革・開発計画を策定しました。該当する諸制度の組織変えがギニア国营水道公社（SONEG）の設立決定とともに目下進行中であります。SONEGは独立採算性をとり、政府が決定した水部門の開発政策、新規プロジェクト、財政管理、とりわけ負債支払い業務の実施確立を職務とするものです。そして新公社は、いわばその下請けとも言うべきギニア水開発半官半民会社（SEEG）に、水の生産・配給施設の開発、料金請求書作成、その徴収といった業務を委ねます。国際入札の結果選出される専門の民間会社と共に国は今その設立に取り組んでいるところです。SEEGは、その運営資金として唯一徴収した料金の一部をもって当てるばかりですから管理運営改善、これまで料金を科されなかった水の量の縮減、料金徴収率の向上といった計画実施に向けての努力が期待できます。こうした改革こそ水部門の成果の著しい改善を約束する筈のもので、政府は、重要な投資計画に着手する前に強く望んできたものに外なりません、それも過去の不幸な経験を避けんが為でありまして、たとえば、今は改革中の漁業会社の事業縮小に続く、OECFからの借款取り消しに至った例の如く。

飲料水部門の投資計画は、首都（コナクリ）と都市中心地域（複数）との間で投資のバランスを持するものです、つまり水需要が比較的高い首都と、給水不足がはなはだしい現在、開発を見越してなお足りない分を首都の増強活動によって生じる剰余で補充しなければならない都市中心地域との間における。従って水部門の推進力となるプロジェクトは、まさにコナクリ市の給水増強プロジェクトに外ならず、そのために政府は、世界銀行、CCCE（経済協力中央金庫）、BAD（アフリカ開発銀行）、BEI

(ヨーロッパ投資銀行)、日本からの援助を要請する次第です。

プロジェクト総額は、インフレ及び不測の事態を見込んだ予備費を含めて9,700万US\$と見積もられ、次の主要二項目に配分されます。

- a) 当部門諸制度機構の再編成 . . . 3,100万US\$ (IDA負担2,800万\$)
- b) コナクリ市給水増強費 . . . . . 6,600万US\$ (IDA負担1,200万\$、  
自己財源700万\$)

従いまして共同融資は4,700万 US\$と見積もられますが、現在、下記の機関でこれに要する暫定的な約束を取り付けています。

- CCCE . . . . . 1,500~2,000万 US\$
- BAD . . . . . 700万 US\$
- BEI . . . . . 1,000~1,500万 US\$

不足額は残り500~1,000万 US\$となります。必要とされる投資総コストの膨大さ、また目下の国民所得の水準からして、平均的な融資条件は、財政的な見通しを考慮すれば、平均金利3%、返済期限20年(平均5年の猶予期間)をベースにしたものであることを指摘するのが望ましいかと存じます。従って、当部門は、その円滑な始動を確保するためにも極めて譲歩的な条件での融資を求める次第です。SONEGと政府間の契約で負債支払い業務と外貨消費のその消費者への漸進的な移転にかんする条件が明示されます。

現在の推定によりますと、当部門は向こう6か年で負債支払い業務の総てをカバーし、向こう10か年でもはや外貨依存を必要としなくなるものと見込まれています。

コナクリ市給水増強プロジェクトは特に既存導水管の二倍増計画を擁するもので、そのために90Kmの配水管(直径0.1~0.4m)の調達及び敷設、PVC製配水管200Kmの調達及び敷設、日産40,000m<sup>3</sup>の浄水場、日産2,500m<sup>3</sup>の貯水槽二基建設そして家庭用配水支管15,000m敷設が必要となります。

工事が種々に配分化されていること、これは契約付与に際しての取り決めに必ずしも同じくしない機関によってそれぞれの工事に出資してもらわなければならないが、それから特に上記のかく機関(CCCE, BAD, BEI)からの最終的な融資供与分がまだ示されていなかったことからして、我が方政府は、すでに1988年3月31日付け書簡n°1297/MPCI/DGCI/DRB/88にて貴政府へ総額400~1,300万 US\$相当のPVC及び延性鉄製配水管無償供与の依頼接触を致しております。

日本政府から依頼総額(暫定1,300万US\$)支給の承認が得られない場合は、OECEへ上記条件での借款にて必要補足分を分担すべく許可が得られれば幸甚に存じます。双方のご努力(大蔵省及びOECE)によって当プロジェクトの融資プランは完結を見ます。

ご寛大なるご返事を期待しつつ、敬意の念を表し、結びの言葉と致します。

GUINEESECOND PROJECT EAUProcès Verbal de la Réunion des Bailleurs de Fonds

1. A l'initiative des autorités guinéennes, une réunion des bailleurs de fonds s'est tenue à Paris, au siège de la Banque Mondiale, les 16-17 et 18 mai 1989. La délégation guinéenne était conduite par Monsieur Pathé Barry, secrétaire d'Etat aux Energies et comprenait : MM. Kabine Komara, Directeur Général des Investissements Publics au Ministère du Plan, Daouda Kourouma, Conseiller du Ministre des Ressources Naturelles, Energie et Environnement, Ousmane Aribot, Directeur Général de la SONEG et Charles E. Destephen, Conseiller d'Ambassade.  
Les bailleurs de fonds présents étaient : la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Européenne d'Investissements, la Caisse Centrale de Coopération Economique et la Banque Islamique de Développement.  
Assistaient également à cette réunion l'Ingénieur Conseil BCP et la SEEG.  
La liste des participants figure en annexe.
2. L'ordre du jour de la réunion comportait les sujets suivants:
  - . Information sur la mise en place des institutions
  - . Conditions de mise en vigueur de l'Accord de Crédit IDA
  - . Contrat de supervision des travaux
  - . Examen du dossier de préqualification
  - . Examen des dossiers d'appels d'offres des lots 1 à 6
  - . Programme d'exécution du projet.

Plan de financement

3. Les cofinancements déjà assurés sont les suivants en millions de dollars US :

IDA	:	40,0
CCCE	:	17,0 (100 millions de FF)
BEI	:	11,0 (10 millions ECU)
BAD	:	21,71 (16.83 millions U.C)

-----  
89,71  
=====

Les prêts IDA et BAD sont déjà approuvés. Ceux de CCCE et BEI le seront quand le montant des offres de travaux sera connu. Compte tenu des contributions de la SONEG (7,25 millions US dollars), du Gouvernement (1,3), des bénéficiaires (1,7) et des associés de la SEEG (1,3), l'ensemble du financement du projet est assuré.

4. Le Gouvernement guinéen a sollicité un financement de la BID avec l'idée que ce financement à 2,5 % d'intérêt pourrait se substituer au financement BAD à 7,4 %, pour un montant de 6,22 millions U.C. Les représentants de la BAD et de la BID en sont d'accord, sous réserve d'une évaluation complémentaire du projet par la BID. Son représentant se rendra à Conakry dans les jours qui viennent.

#### Contrat de supervision des travaux

5. Les bailleurs de fonds ont accepté, à la demande de SONEG et pour assurer la continuité entre les études et la supervision des travaux, que l'Ingénieur Conseil BCP remette une proposition pour la supervision, en association avec SAFEGE (pour les lots 2 et 3). Un prix sera remis en option pour l'inspection des tuyaux en acier. Cette proposition tiendra compte des dispositions arrêtées lors de la réunion, c'est-à-dire 6 expatriés, 5 surveillants guinéens, avec leur véhicule et matériel de travail. Cette proposition devra être adressée à tous les bailleurs de fonds pour leur examen et accord avant signature.

#### Examen des dossiers d'appels d'offres

6. Ces dossiers ont été revus, lot par lot. Compte tenu du grand nombre de remarques faites, elles ne peuvent être évoquées dans ce procès verbal. Il a été demandé à l'Ingénieur Conseil d'exécuter toutes les corrections demandées et d'adresser les nouveaux dossiers simultanément à la SONEG, aux bailleurs de fonds et à la SEEG.

#### Programme de réalisation

7. Le calendrier suivant a été établi :

A)	. Avis de préqualification	31.05.89
	. Lancement de la préqualification	15.06.89
	. Remise des candidatures	18.08.89
	. Ouverture des dossiers de préqualification	21.08.89
	. Rapport de préqualification	21.09.89



.	Approbation des bailleurs de fonds	15.10.89
B)	Lancement des appels d'offres	01.11.89
.	Remise des offres	01.02.90
.	Ouverture des offres	03.02.90
.	Rapport d'évaluation des offres	15.04.90
.	Approbation des bailleurs de fonds	15.05.90
.	Notification du marché	01.06.90
.	Remise du cautionnement définitif	01.07.90
.	Ordre de commencer les travaux	15.07.90
.	Début des travaux	15.09.90

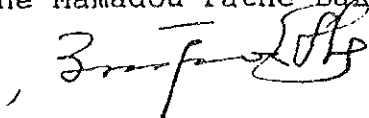
Remise des dossiers de la SEEG

8. A la demande des bailleurs de fonds, il a été décidé que la totalité des dossiers existants, APD et dossiers d'appels d'offres, serait remise immédiatement par l'Ingénieur Conseil à la SEEG, sauf les estimations confidentielles.

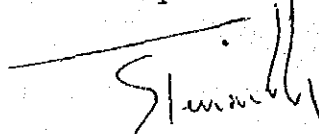
Financement des travaux urgents

9. Afin de permettre à la SEEG, d'intervenir le plus rapidement possible pour améliorer la desserte de la capitale, la Banque Mondiale donne son accord de principe à la SONEG de rechercher les moyens pour préfinancer les équipements de première nécessité, pompes, vannes, etc. Ce dossier de réhabilitation est déposé en ce moment au siège de la Banque à Washington pour avis. Dès que le crédit sera décaissable la SONEG serait autorisée à rembourser le montant emprunté.
10. Afin de permettre à l'Ingénieur Conseil de faire face aux paiements des dernières éditions des dossiers d'APD, du DCE, et de préqualification de même qu'aux frais de publication des différents avis dans la presse, la Banque, autorise la SONEG de pourvoir à ces dépenses à partir du PPF. Il pourra éventuellement transférer le montant de certaines catégories du PPF non encore utilisées dans celles de l'Ingénieur Conseil.

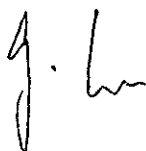
Pour la République de Guinée  
Le Secrétaire d'Etat aux Energies  
Capitaine Mamadou Pathé Baxry




Banque Mondiale



Caisse Centrale de Coopération



B.A.D.



B.E.I.

FEUILLE DE PRESENCE

GUINEE - SECOND PROJET EAU

Réunion du 16 Mai 1989

<u>NCM</u>	<u>TITRE</u>	<u>INSTITUTION</u>
M. Pathé Barry	Secrétaire d'Etat aux Energies	Guinée
Kabine Komara	Directeur Général des Investissements Publics au Ministère du Plan	Guinée
Daouda Kourouma	Conseiller du Ministre des Ressources Naturelles, Energie et Environnement	Guinée
Ousmane Aribot	Directeur Général, SONEG	Guinée
Charles E. Destephen	Conseiller d'Ambassade	Guinée
Kadusi Lugerero	Représentant Résident/Guinée	BAD
Noureddine Bouzaher	Chef, Division Equipements Collectifs, Région 2	BAD
Burkhard Mohlinger	Ingénieur Sanitaire	BAD
Syed Abu Asif	Ingénieur Génie Civil	Banque Islamique de Développement
Tassilo Hendus	Chargé d'Opérations	BEI
Zdenek Havelka	Conseiller Technique	BEI
Bernard Larfeuil	Fondé de Pouvoir	COCE
Gérard Larose	Ingénieur	COCE
Gérard Tenaille	Ingénieur	Banque Mondiale
Ennio Cittadini	Ingénieur Hydraulicien	Consultant, Banque Mondiale
Jean-Louis Diefenbacher	Vice-Président	SEEG
Alpha Maddy Soumah	Directeur Général Adjoint	SEEG
Denis Baillard	Directeur Technique	SEEG
Ian Willson	Consultant	BCP, Londres
Shidan Kouchek	Représentant Résident	BCP, Guinée

(和文仮訳)

## ギニア国第2次水道計画

### 出資者会議事録

1. ギニア政府の提案により、1989年5月16日～18日の3日間にわたり世界銀行パリ事務所にて融資者会議が開催された。

ギニア側代表団はエネルギー庁長官パテ・バーリ氏以下、計画省公共投資局長カビヌ・コマラ氏、資源・エネルギー・環境大臣顧問ダウダ・クウルウマ氏、ギニア水道公社総裁ウスマヌ・アリボ氏、在仏大使館参事官シャルル・デステファン氏である。

融資機関関係者は世界銀行、アフリカ開発銀行、欧州投資銀行、経済協力中央金庫、イスラム銀行及びギニア水供給会社である。

会議参加者は添付リストに示す。

2. 会議議題は次の順で行われた。

- ・定款発効についての情報
- ・世銀借款協定の実施条件
- ・工事施工監理契約
- ・入札資格書の審議
- ・案件1号～6号の入札書の審議
- ・事業実施計画

### 融資計画

3. 既確約分の協調融資額(単位:百万US\$)は次の通りである。

世界銀行	(IDA)	: 40, 0	
経済協力中央金庫	(CCCE)	: 17, 0	(1億FF)
欧州投資銀行	(BEI)	: 11, 0	(1千万ECU)
アフリカ開発銀行	(BAD)	: 21, 71	(1683万UC)

---

合 計 : 89, 71

世界銀行及びアフリカ開発銀行の融資額は既に承認済みであるが、経済協力中央金庫及び欧州投資銀行の融資額は工事入札価格決定後の承認となっている。また、SONEG（725万US\$）、ギニア政府（130万US\$）、受益者（170万US\$）及び共同事業者SEEG（130万US\$）の寄与分を入れると、事業出資総額が確保される。

4. ギニア政府より、アフリカ開発銀行融資（利率7.4%）の622万UCについては欧州投資銀行の融資（利率2.5%）に変更したいとの申し出があった。両機関の代表者は欧州投資銀行が事業の補足評価を条件に合意し、近日中に関係者がコナクリに向かうことになった。

#### 工事施工監理契約

5. SONEGの要請に応じ調査設計と工事施工監理の一貫性から、BCP社（コンサルタント）がSAFEGE社（案件2号及び3号）と共に施工監理に当たることを出資者が了承した。鋼管検査のための費用はオプションとする。この提案は、つまり、派遣外国人6名、ギニア人監視人5名、専用車両及び作業機材からなり、会議での議決を受けることとなった。したがって、同提案は審査、同意の署名を受けるため各出資者の下に送付されるものとする。

#### 入札書類審査

6. 入札書類は案件毎に審査された。指摘箇所多数のため、本議事録への記載は割愛する。コンサルタントが要求された修正をすべて行い、修正書類をSONEG、出資者及びSEEGに送付するものとする。

#### 実施計画

7. 実施工程は次の通りである。

A)	・入札資格審査公示	: 1989年 5月31日
	・入札資格審査受付	: 1989年 6月15日
	・入札資格審査締切	: 1989年 8月18日
	・入札資格審査開始	: 1989年 8月21日
	・入札資格審査終了	: 1989年 9月21日
	・出資者承認	: 1989年10月15日

B)	・入札受付	: 1989年11月 1日
	・入札締切	: 1990年 2月 1日
	・入札審査開始	: 1990年 2月 3日
	・入札審査終了	: 1990年 4月15日
	・出資者承認	: 1990年 5月15日
	・契約通知	: 1990年 6月 1日
	・確定保証の設定	: 1990年 7月 1日
	・工事開始命令	: 1990年 7月15日
	・工事開始	: 1990年 9月15日

#### SEEGへの資料の返却

8. 出資者の求めにより、コンサルタントはSEEGに、機密評価以外の全ての既存資料、詳細設計書及び入札書類を直ちに返却するものとする。

#### 緊急工事の融資

9. SEEGができるだけ速やかに首都の給水改善に参画できるために、SONEGが必要資機材、ポンプ、バルブ等の先行支出する手だてを求めることにたいして世界銀行は原則的に合意した。現在、リハビリ関連書類はワシントンの世銀本部に諮問中である。この支払が可能となれば、直ちにSONEGの借入金返済の許可が与えられる。

10. コンサルタントに対する詳細設計書、補助資料、入札資格書類の最新版作成費及び新聞への公示に要した費用の支払のため、世銀はSONEGに対し支出原案よりその費用を支出することを許可する。支出原案の未使用項目の金額を、場合により、コンサルタントの枠に組み入れてもよい。

ギニア共和国代表  
エネルギー庁長官  
Capitaine Mamadou Pathe Barry

世界銀行

経済協力中央金庫

アフリカ開発銀行

欧州投資銀行

訳注、APD:AVANT-PROJET DETAILLE  
DCE:DOCUMENT COMPLEMENTAIRE DES ETUDES  
PPF:PLAN PRINCIPAL DE FINANCEMENT

詳細設計  
補助資料  
支出原案 と解した。

出席者リスト

ギニア — 第二次水計画

1989年5月16日の会議

氏名	役職名	所属機関
Pathe Barry	エネルギー庁長官	ギニア
Kabine Komara	計画省公共投資局局長	ギニア
Daouda Korouma	資源・エネルギー・環境大臣顧問	ギニア
Ousmane Aribot	SONEG総裁	ギニア
Charles E. Destephen	大使館参事官	ギニア
Kadusi Lugerero	ギニア駐在代表	BAD
Noureddine Bouzaher	第二区域公共施設部担当	BAD
Burkhard Mohlinger	公衆衛生技師	BAD
Syed Abu Asif	土木技師	BID
Tassilo Hendus	業務代理	BEI
Zdenek Havelka	技術顧問	BEI
Bernard Larfeuille	代理人	CCCE
Gerard Larose	技師	CCCE
Gerard Tenaille	技師	BM
Ennio Cittadini	水力技師	BM
Jean-Louis Diefenbacher	副総裁	SEEG
Alpha Maddy Soumah	総裁補佐	SEEG
Denis Baillard	技術部長	SEEG
Ian Willson	コンサルタント	BCP, ロンドン
Shidan Kouchek	駐在代表	BCP, ギニア